	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	Délibération
	Séance publique du 28 septembre 2018	N° 2018-523

Convocation du 21 septembre 2018

Aujourd'hui vendredi 28 septembre 2018 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-François EGRON, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Patrick PUJOL, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, M. Michel HERITIE, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kevin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Josiane ZAMBON, M. Erick AOUIZERATE, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Brigitte COLLET, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Nathalie DELATTRE, Mme Michèle DELAUNAY, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Martine JARDINE, M. François JAY, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Eric MARTIN, M. Thierry MILLET, M. Jacques PADIE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, Mme Elisabeth TOUTON, M. Thierry TRIJOULET, Mme Marie-Hélène VILLANOVE.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:


Mme Agnès VERSEPUY à M. Kevin SUBRENAT
Mme Emmanuelle AJON à M. Arnaud DELLU
M. Jean-Jacques BONNIN à M. Guillaume GARRIGUES
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Gérard DUBOS
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
M. Didier CAZABONNE à M. Alain CAZABONNE
Mme Anne-Marie CAZALET à M. Nicolas FLORIAN
Mme Solène CHAZAL-COUCAUD à Mme Emmanuelle CUNY
M. Stéphane DELAUX à Mme Marie-Hélène VILLANOVE
M. Marik FETOUH à Mme Gladys THIEBAULT
M. Jean-Pierre GUYOMARC'H à Mme Brigitte COLLET
Mme Conchita LACUEY à M. Jean-Jacques PUYOBRAU
M. Bernard LE ROUX à M. Thierry TRIJOULET
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Bernard JUNCA
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à M. Nicolas BRUGERE
Mme Christine PEYRE à M. Thierry MILLET
M. Alain SILVESTRE à Mme Karine ROUX-LABAT
M. Serge TOURNERIE à Mme Andréa KISS

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Erick AOUIZERATE à Mme Cécile BARRIERE à partir de 11h00
Mme Christine BOST à Mme Véronique FERREIRA à partir de 11h45
M. Yohan DAVID à Mme Anne BREZILLON à partir de 12h00
Mme Nathalie DELATTRE à M. Jean-Louis DAVID à partir de 11h00
Mme Michèle DELAUNAY à Mme Anne-Marie TOURNEPICHE à partir de 12h00
M. Vincent FELTESSE à Mme Béatrice DE FRANCOIS à partir de 12h30
Mme Magali FRONZES à Mme Dominique POUSTUNNIKOFF à partir de 12h00
Mme Anne-Marie LEMAIRE à Mme Florence FORZY-RAFFARD à partir de 12h30
M. Michel POIGNONEC à M. Patrick BOBET à partir de 12h30
M. Patrick PUJOL à Mme Anne-Lise JACQUET à partir de 12h30
M. Benoît RAUTUREAU à Mme Zeineb LOUNICI à partir de 12h30
Mme Marie RECALDE à M. Alain ANZIANI à partir de 11h00
M. Fabien ROBERT à M. Jacques MANGON à partir de 10h30
Mme Josiane ZAMBON à M. Jean-Pierre TURON à partir de 12h00

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 28 septembre 2018	Délibération
	Direction générale RH et administration générale Service expertise	N° 2018-523

Définition du périmètre de la population d'agents éligible au régime des heures supplémentaires - Intégration des responsables de mission dans le régime forfaitaire de 19 jours de Réduction du temps de travail (RTT) - Décision - Autorisation

Monsieur Jean-François EGRON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

I - Définition du périmètre de population éligible au régime des Heures supplémentaires (HS)

Par délibération 2015/0826 du 18 décembre 2015, notre établissement a posé les principes généraux en matière de régimes et d'organisations du travail à compter du 1^{er} janvier 2016.

Parmi ces dispositions, celles applicables en matière d'Heures supplémentaires (HS) ont été définies en ce qui concerne leur reconnaissance et leur qualification, les modalités de compensation et de liquidation ainsi que les populations éligibles.

Les affectations successives d'agents mutualisés, les changements de dénomination de certains grades ainsi que l'évolution de certaines organisations, nécessitent une actualisation de la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Leur recensement est joint à la présente délibération en annexe.

Les agents non titulaires de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature que celles relevant des cadres d'emplois et grades visés en annexe et dont le contrat ne prévoit pas la prise en compte des éventuels dépassements d'horaires seront également éligibles aux HS.

L'ensemble des autres points cités dans la délibération 2015/0826 du 18 décembre 2015 relatifs à cette notion d'HS reste sans changement.

II - Intégration des responsables de mission dans le régime forfaitaire des 19 jours de RTT

Dans le cadre des principes d'organisation du travail, un dispositif forfaitaire d'attribution de jours, conformément à l'article 10 du décret 2000/815 du 25 août 2000, a été ouvert à certaines catégories de personnels en regard de leurs fonctions d'encadrement et/ou de conception par délibération 2015/0418 du 10 juillet 2015.

Ce dispositif permet de bénéficier d'un régime forfaitaire fixé à 19 jours annuels de Réduction du temps de travail (RTT) et dispense de l'obligation de badgeage. L'attribution de ces jours est soumise à réfaction en cas d'absence notamment pour maladie. Ce régime est exclusif de tout autre aménagement de son temps.

A ce jour, les agents éligibles en regard de leurs fonctions sont les suivants : responsables d'une direction générale, d'une direction générale adjointe, d'une direction ainsi que les responsables de services et les directeurs de mission.

Au constat que les fonctions de responsable de mission n'ont pas été explicitement prévues mais qu'au regard d'une part de l'organisation de travail qui leur est nécessaire afin d'accomplir au mieux leurs missions et d'autre part dans un souci de cohérence, il convient de les rendre éligibles à ce dispositif.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole

I – Concernant les dispositions générales applicables en matière d'heures supplémentaires

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU les lois 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

VU la délibération de Bordeaux Métropole 2015/0826 du 18 décembre 2015 portant dispositions générales en matière de définition, de durée et d'organisation du temps de travail des agents de Bordeaux Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016,

II – Concernant le dispositif forfaitaire d'attribution de jours

VU la délibération de Bordeaux Métropole 2015/0418 du 10 juillet 2015 s'inscrivant dans le cadre de la mutualisation et précisant les diverses modalités relatives aux temps et aux organisations de travail pour les agents de Bordeaux Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016,

VU les avis du Comité Technique réuni en séances des 18 juin et 5 juillet 2018,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT qu'il convient d'une part de définir de façon plus précise le périmètre de population éligible aux HS en précisant notamment les cadres d'emplois et grades concernés et d'autre part de compléter la liste des responsables bénéficiaires d'un régime forfaitaire fixé à 19 jours annuels de RTT et de la mettre en cohérence,

DECIDE

Article 1 : concernant les dispositions générales applicables en matière d'heures supplémentaires, il y a lieu de définir de façon plus précise le périmètre de population éligible aux heures supplémentaires en précisant notamment les cadres d'emplois et grades concernés conformément à l'annexe joint à la présente délibération,

Article 2 : concernant le dispositif forfaitaire d'attribution de jour, il y a lieu de compléter la liste des responsables bénéficiaires d'un régime forfaitaire fixé à 19 jours annuels de RTT, figurant dans la délibération 2015/0418 du 10 juillet 2015, et de la mettre en cohérence en incluant les responsables de mission,

Article 3 : ces mesures prendront effet à compter de la date exécutoire de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 28 septembre 2018

REÇU EN PRÉFECTURE LE : 4 OCTOBRE 2018	Pour expédition conforme, le Vice-président, Monsieur Jean-François EGRON
PUBLIÉ LE : 4 OCTOBRE 2018	

ANNEXE 1

Cadre d'emplois des Adjoints administratifs territoriaux

Adjoint administratif territorial

Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe

Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux

Rédacteur

Rédacteur principal de 2ème classe

Rédacteur principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Adjoints techniques territoriaux

Adjoint technique territorial

Adjoint technique territorial principal de 2ème classe

Adjoint technique territorial principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Agents de maîtrise territoriaux

Agent de maîtrise

Agent de maîtrise territorial principal

Cadre d'emplois des Techniciens territoriaux

Technicien

Technicien principal de 2ème classe

Technicien principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Adjoints territoriaux du patrimoine

Adjoint territorial du patrimoine

Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe

Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Assistant de conservation

Assistant de conservation principal de 2ème classe

Assistant de conservation principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Assistants territoriaux socio-éducatifs

Assistant socio-éducatif

Assistant socio-éducatif principal

Cadre des emplois des adjoints d'animation territoriaux

Adjoint d'animation territorial

Adjoint d'animation principal de 2ème classe

Adjoint d'animation territorial principal de 1ère classe

Cadre d'emplois des Assistants territoriaux d'enseignement artistique

Assistant d'enseignement artistique

Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe

Contractuels de droit public - loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

Article 3 alinéas 1 et 2

Articles 3 - 1, 3 - 2 et 3 - 3 1

Diverses catégories :

-Apprentis

- Contrat Accompagnement dans l'Emploi

- Emplois d'avenir